

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, VENDREDI 9 FÉVRIER.—M. l'Orateur met devant la chambre un état des affaires des branches canadiennes de la banque britannique du Nord le 30 dernier. Dix-sept pétitions sont présentées et mises sur la table; Sur motion de M. Egan, les pétitions de Joseph Amond et autres, de Le Mesurier, l'Isle et Cie, et autres—et de Baxter, Bowman et autres, relativement aux obstructions dans la navigation de la rivière des Prairies, sont renvoyées à un comité spécial.—M. Holmes présente un bill pour incorporer les ministres et syndics de l'église St. André, Montréal; seconde lecture, jeudi prochain; Aussi, un bill pour prolonger le temps fixé pour l'augmentation du capital de la banque de Montréal; seconde lecture, jeudi prochain.—M. Lyon fait rapport de la résolution suivante, passée en conseil, hier, laquelle est adoptée:—Résolu, Qu'il est expédient que la moitié des taxes de péages actuellement exigibles aux barrières dans le voisinage de Montréal soit payée en passant, et l'autre moitié en repassant par les dites barrières.—M. W. Scott présente alors un bill pour amender les actes et ordonnances relatifs aux chemins à barrières; seconde lecture, mardi prochain.—La chambre reprend alors les débats ajournés sur la motion de M. Notman, de mardi dernier.—Sir Allan MacNab propose en amendement d'ajouter les mots suivants à la dite motion: "Mais cette chambre en même temps est d'opinion que cette conduite illégale de la part de John George Vansittart est le fait d'une erreur de jugement."

Le projet de loi, que propose en ce moment l'hon. M. Boulton "pour limiter le nombre des fonctionnaires exécutifs, etc.", a pour préambule ce qui suit: "Attendu qu'il est de l'essence d'un gouvernement libre, que l'administration des affaires publiques et les dépenses du trésor public ne soient laissées que le moins possible à la discrétion de l'autorité exécutive, etc." Il propose que le comité du conseil exécutif soit réduit au nombre de six membres (le secrétaire provincial, le président du conseil, le procureur général, le receveur général, l'inspecteur général et le commissaire des terres), avec un salaire de \$1000 par année chacun; qu'il y ait un avocat général et un solliciteur général; que ce soit le parlement provincial qui établisse les salaires, appointements et autres émoluments pour les employés de l'exécutif ou dans le département des finances.

Nous n'entendons pas discuter pour le moment ce projet de loi; mais nous devons dire dès aujourd'hui que, sans parler du principe du bill, nous croyons que c'est une mesure fort incomplète, et qui tranche des points fort difficiles avec une trop grande facilité. Ce que nous disons là a rapport en particulier aux procureurs et solliciteurs généraux dont M. Boulton semble vouloir diminuer le nombre d'un quart, sans doute par ce que l'hon. membre se propose de présenter un autre projet de loi qui forcerait les avocats à connaître parfaitement les lois du Haut et du Bas-Canada! Mais que va faire M. Boulton des commissaires des travaux publics? Pourquoi d'une autre part classer du Conseil exécutif le président du Conseil législatif? Ce sont là autant de questions et de points, sur lesquels nous aimerions à avoir des renseignements précis.

Probablement que ce sera cette semaine que le projet de bill au sujet de la presse subira sa seconde lecture. Le public et surtout la presse ont droit de s'attendre qu'on ne laissera pas ce bill passer sans de nombreux amendements et sans être mûrement pesé et considéré. Il s'agit en effet en cette matière d'une des libertés les plus chères à un peuple, la liberté de la presse. Aussi, nous espérons que l'hon. M. Hincks et M. Cauchon veilleront spécialement à cette importante matière.

Il paraît que le taux, que va recommander le ministère relativement au port des lettres dans toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord sera de six sous par demi once, quelque soit la distance; personne n'aurait plus le privilège d'affranchir. Si tel est le cas, c'est une mesure qui, nous pensons, rencontrera l'approbation générale. Néanmoins nous pensons qu'il ne serait que juste d'introduire dans le nouveau bill quelque clause particulière en faveur du journalisme; ce sera en même temps en faveur de l'éducation du peuple. Nous n'en dirons pas plus, en attendant l'introduction du bill, sans à revenir alors sur ce sujet.

Vendredi, le bill pour amender les lois de la quarantaine a été lu une seconde fois au Conseil législatif. Il s'agit dans ce bill de reconnaître les capitaines de vaisseaux à se procurer, avant de quitter la quarantaine un certificat du gouverneur général ou de toute personne que S. E. pourra désigner à cet effet. Ce bill doit être lu aujourd'hui pour la troisième fois.

Hier, la Chambre a adopté, à une division de 51 contre 20, la motion proposée par M. Notman au sujet de M. Vansittart et que l'on trouvera aux affaires de routine. On pense qu'une seconde motion de M. Notman, portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence demandant la démission de M. Vansittart comme inspecteur des licences pour le district de Brock, passera aujourd'hui à peu près à la même division.

A l'assemblée du comté de Kamouraska, tenue le 16 janvier, il a été passé des résolutions en faveur de l'établissement de deux districts nouveaux de justice séparés, en faveur d'une réforme postale, en faveur de la libre navigation du St. Laurent, en faveur du libre échange avec l'étranger, pour l'agriculture, en faveur d'améliorations pour le district de Québec, en faveur de la continuation des Cours de Commisaires avec juridiction jusqu'à \$10 et pouvoir d'entendre les poursuites pour cens et rentes, en faveur d'amendements à la loi actuelle d'éducation, pour attirer l'attention de la législature sur le sujet de l'émigration des Canadiens aux États-Unis, en faveur des municipalités de paroisses, contre le système féodal, contre "la main et le prodige" dont les membres du parlement se sont payés à la dernière session, contre la 34e clause de l'ordonnance provinciale de la 4e Victoria chapitre 30 en ce qui regarde les aliénations à être faites par la femme de 21 ans et plus, qui doit comparaitre devant un des juges du Banc de la Reine. Après ces résolutions, le vote de confiance qui suit a été donné au ministère actuel:

"Que c'est l'opinion des habitants de ce comté que la présente administration a droit à notre confiance et à notre appui, qu'elle est appelée par la force et la popularité dont elle jouit à bon droit à élever les plaies faites au pays par nos maux récents, à réparer le désordre de nos finances, à donner une forte et efficace impulsion aux différentes industries du pays à un si pressant besoin, à encourager notre agriculture et à s'arrêter par l'établissement de fermes modèles dans les différents comtés, à ouvrir à notre jeunesse active, courageuse et entreprenante une nouvelle voie de for-

tune et d'emplois, en fondant en cette province une école de Navigation sur un pied respectable, et enfin à suivre avec tant que possible le programme du manifeste de l'association de la réforme et du progrès."

Nous ne savons pourquoi l'on a eu l'indiscrétion de déposer dans notre boîte au Parlement neuf copies du bill pour amender l'acte d'incorporation de la banque de Gore. Une seule copie nous suffit; le reste est une charge pour nous et pour la caisse provinciale.

Le *Montreal Register* du 8 courant, dit entre autres choses: "Dans la *Gazette* (de Montréal) de vendredi dernier, il y a quelque chose comme une menace de guerroyer contre la position garantie par les traités à l'Eglise Canadienne-Française (Catholique) dans cette partie de la Province. Nous prions l'Éditeur de développer ses vues et projets sur ce point, afin que l'on sache où il tend. S'il entend priver les prêtres du droit légal, dont ils jouissent maintenant, d'exiger le paiement des dîmes de la part de leurs ouailles et de leurs seules, nous disons de suite que nous ne nous unirons pas à lui dans cette agitation."

Sa Grandeur Mgr. Guignes, premier évêque de Bytown vient d'être naturalisé sujet Britannique, et a prêté serment de fidélité à Sa Majesté la Reine Victoria, en présence de Son Excellence Lord Elgin et de ses ministres assemblés. Ainsi l'évêché de Bytown se trouve reconnu par le gouvernement.

La *Gazette* de Québec nous apprend que le 20 janvier il a été nommé dans l'Assemblée législative de la Nouvelle-Ecosse un comité pour s'entendre avec les législateurs des États-Unis, Canada, et Nouveau-Brunswick au sujet de la réciprocité de commerce libre.

Il vient d'être lancé à New-York deux nouveaux steamers (*l'Atlantic* et le *Pacific*) destinés au service entre New-York et Liverpool. Ils contiennent chacun la somme de \$500000!

Il paraît qu'aux dernières dates les eaux du Mississippi étaient à une hauteur extraordinaire. Cette crue subite avait causé de grands dommages, et devait en causer de bien plus grands encore.

Nos lecteurs remarqueront la correspondance de Baltimore, que nous publions sans commentaires, bien que nous diffusions d'opinion sur plusieurs points d'avec notre correspondant.

N'ayant reçu que tard les affaires de routine du 8 courant, nous ne pourrions les publier que vendredi.

Extrait de la vie de Mgr. François de Salignac de La Mothe-Fénélon, Archevêque de Combray, par M. le Cardinal De Bausset (Édition de Versailles, 1817: tome 1, p. 37)

Conjectures sur un projet de Fénélon.

Tout ce qui concerne Fénélon excite l'intérêt et on désire sans doute de savoir quelle était cette résolution extraordinaire (1) qu'il avait prise et qui paraît avoir contrarié si vivement l'évêque de Sarlat son oncle. Tous ses historiens ne nous offrent aucun éclaircissement sur cette particularité de sa vie.

Mais des pièces originales qui nous ont été communiquées [2] semblent indiquer que le zèle de Fénélon le portait alors malgré sa jeunesse et sa faible santé à se consacrer aux missions du Canada. La congrégation de St. Sulpice y avait un établissement considérable dans l'île de Montréal, dont l'objet était de travailler à la conversion des Sauvages et de procurer les secours de la religion aux habitants de la Colonie. Cet établissement naissant avait déjà excité le zèle de quelques ecclésiastiques élevés au séminaire de St. Sulpice; plusieurs d'entre eux étaient passés au Canada, comme nous l'apprennent les mêmes manuscrits où nous avons puise la connaissance de ce fait.

Nous voyons par la lettre de M. Tronson que l'abbé de Fénélon s'était rendu lui-même auprès de son oncle pour lui faire part de sa résolution et lui demander son agrément. L'évêque de Sarlat fut effrayé d'une détermination qui était absolument incompatible avec la santé si délicate de son neveu. Il lui refusa son consentement et lui ordonna de retourner au séminaire de St. Sulpice pour se rendre encore plus digne par l'étude et la retraite d'exercer utilement le ministère, auquel il se croyait spécialement appelé [3].

L'abbé de Fénélon, après avoir reçu les ordres sacrés au séminaire de St. Sulpice, se consacra aux fonctions du saint ministère dans la communauté des prêtres de la même paroisse.

Ci suit un extrait d'une lettre de M. Tronson, dont nous parlons en note. [elle est du mois de février 1667]:

"Monseigneur, je ne doute point que le dessein de M. votre neveu ne vous ait fort surpris. Mais sa résolution est d'une nature que je ne vois pas ce que j'y puis faire à présent après ce que je lui ai dit avant son départ de cette ville. J'ai taché de mettre sa ferme à l'épreuve, en lui représentant ce que j'ai cru le plus capable de l'ébranler; mais après ces épreuves, son inclination se trouvant toujours également forte, et ses intentions paraissant désintéressées, je me suis vu hors d'état de passer outre, ayant employé inutilement tout ce que je pouvais et ne croyant pas dans ces dispositions avoir droit de faire d'autre violence à son dessein. Voilà, monseigneur, ce que j'ai cru vous devoir mander sur une affaire, sur laquelle vous pouvez prononcer plus absolument, mais où j'ai remarqué des résolutions trop bien affirmées pour pouvoir espérer quelque changement."

[Signé] LOUIS TRONSON.

[1] Registre original écrit de la main des différents directeurs du séminaire de St. Sulpice et qui marque jour par jour l'entrée et le sort des ecclésiastiques reçus dans cette maison depuis 1641 jusqu'en 1709.

[2] Dont il est parlé dans la lettre de M. Louis Tronson à Mgr. l'évêque de Sarlat, oncle de l'abbé, que nous mettons à la suite de ce paragraphe. [Note du Réd.]

[3] C'est sans doute de ce projet qu'il écrivait à son oncle: "Si vous pouviez entendre les entretiens que nous avons ensemble (M. Tronson et moi), vous verriez que Dieu a mis la main d'une manière sensible au dessein dont vous m'avez encore que j'ai jeté les fondements. Ma santé ne se fortifie point, et cette affliction ne serait pas médiocre, si je n'apprenais d'ailleurs à m'en consoler." (Note du Réd.)

"P. S. A présent que votre neveu s'en est expliqué lui-même, vous jugerez de sa vocation bien mieux que je ne pourrais faire. Son inclination forte et permanente, la fermeté de sa résolution, la pureté de ses intentions et de ses vues, est ce qui m'a paru bien considérable pour y faire attention."

DE L'INSTRUCTION DES SOURDS-MUETS

EN CANADA.

M. le Rédacteur,

Dans un précédent écrit, j'ai voulu réveiller l'intérêt si faiblement engourdi au sujet de la nombreuse famille des sourds-muets. Plaise à Dieu que j'aie réussi, et que les quelques paroles qui se sont échappées de mon cœur, aient touché les fibres de la sympathie et de la commisération! — En effet, ils sont bien dignes d'un vif intérêt, ces enfants du père commun, qui sont privés des dons qui sont la source des plus précieuses jouissances de la vie. Nous qui nous si librement du don de la parole, jetons un regard sur nos frères, et nous nous étonnons de pitié. Les sourds-muets demeurent stupidement étrangers aux plaisirs de la société et de la conversation. Jamais les charmes de l'harmonie ne pénètrent jusqu'à leurs âmes. Et, cette double privation se joint ordinairement à beaucoup d'autres privations pénibles. Car, comme la surdité accidentelle, plus fréquente encore que la surdité congéniale, provient le plus souvent d'éruptions entanées répercutées, de maladies inflammatoires, et de l'insalubrité des habitations, on comprend que, proportionnellement, elle doit se montrer plus souvent dans les familles indigentes. Ainsi, le plus souvent, les infortunés qui sont atteints de mutisme et de surdité, sont, par surcroît de malheur, les plus mal logés, les plus mal vêtus, les plus mal nourris, les plus mal soignés! N'y a-t-il pas là de quoi toucher des cœurs que l'égoïsme n'a pas glacés? Quand on se pâme sur des théories de fraternité, pourrait-on se pardonner d'être indifférent à procurer aux sourds-muets quelque dédommagement dans leur infortune? Ce dédommagement ils le trouveront, en tant qu'il est possible, dans les jouissances de leur intelligence, cultivée, développée par l'éducation. L'initiation aux vérités religieuses et scientifiques par le moyen de l'instruction, voilà la compensation qu'ils ont droit d'attendre de nous et que nous devons nous efforcer de leur procurer.

Et l'on devra se sentir plus fortement pressé de s'occuper fraternellement des sourds-muets, si l'on réfléchit à la condition morale et intellectuelle de la plupart d'entre eux; si l'on fait attention qu'il est bien probable qu'ils ne peuvent attendre à la hauteur des vérités métaphysiques par le seul moyen du langage des signes si imparfaits dont leurs parents font usage, et qu'ils sont condamnés à une sorte de perpétuelle enfance mentale. Ce n'est pas ici le lieu de parler de l'opinion de ces illustres philosophes catholiques, qui regardent comme indubitable l'état de ténèbres profondes où demeure l'être humain qui n'a pas reçu de la société l'héritage intellectuel que, selon eux, elle est chargée de lui transmettre. Mais, du moins, j'ai bien le droit de rappeler des faits connus et avérés, qui sont de nature à inspirer une pitié bien vive à tous les vrais amis de leurs semblables, et à tirer de leur insouciance les familles qui comptent des sourds-muets parmi leurs membres. Je mentionnerai d'abord un certain jeune Chevalier que de trompeuses apparences avaient fait juger si bien fait instruit, qu'on l'avait admis à la communion. Ayant plus tard recouvré l'ouïe, il avait n'avoir jamais compris ce qu'on lui avait dit de Dieu, de l'âme, des joies du paradis, ni enfin d'aucune des vérités de la religion. Il y a quelques années, à l'institution des sourds-muets de Bordeaux, un jeune homme de quatorze ans étant contrarié par un de ses camarades, se jeta sur lui avec fureur, lui coupa l'extrémité de l'oreille avec ses dents, cracha le morceau sur le plancher, et alla reprendre son occupation avec un désolant sang-froid. N'appréhendant pas, dans ce trait, l'instinct de l'animal qui se venge, sans remords, de ceux qui lui font du mal!

Pour faire apprécier le degré de connaissances religieuses que peut posséder un sourd-muet non instruit, je parlerai de ce célèbre Massieu, élève de l'abbé Siccard. Si quelqu'un devait avoir, par la force de son intelligence, la notion de Dieu, ce devrait être ce sourd-muet doté de si puissantes facultés mentales. Cependant, il ne parait pas cette notion, puisque, quand son instituteur, après toutes les instructions préliminaires, lui révélait l'existence de Dieu, il se prosternait à genoux, et voulait courir chez lui pour apprendre à sa mère, à ses frères et à ses sœurs cette grande vérité de l'existence d'un être suprême.

Différents sourds-muets instruits, interrogés sur l'état de leurs connaissances avant leur éducation, se sont accordés à dire que leurs notions sur les points les plus essentiels, étaient tout à fait rétrogrades et incorrectes. Je rapporterai, pour terminer, les réponses adressées à un sourd-muet instruit, que l'on fit comparaitre, il y a peu d'années, devant un des tribunaux de France:

Q. Avant d'aller à l'école des sourds-muets, saviez-vous que Dieu était un esprit?

R. Non; je le croyais homme comme mon père; mais plus grand et plus fort. Je croyais qu'il allait sur les nues sans marcher.

Q. Saviez-vous que vous aviez une âme?

R. Non; je ne l'avais point vue.

Q. Saviez-vous ce que vous faisiez à la prière et à l'église?

R. Non; je voulais faire comme les autres.

Q. Saviez-vous ce qu'était Notre Seigneur Jésus-Christ?

R. Je croyais que c'était un grand méchant, et qu'on l'avait cloué sur un bois et tué pour faire peur aux autres.

Un sourd-muet du Canada, instruit à Québec, répondait ainsi à différentes questions qu'on lui adressait.

Q. Avant d'être instruit, étiez-vous capable de réfléchir, de raisonner?

R. Je ne m'en souviens pas; je crois que je ne m'occupais que des choses présentes.

Q. Avez-vous quelquefois admiré la beauté du ciel, l'ordre admirable des astres?

R. Oui. Je croyais que le firmament était une vaste voûte, et que les étoiles étaient autant de trous pratiqués dans cette voûte.

Q. Étiez-vous inquiet de savoir par qui le ciel et la terre avaient été créés?

R. Non, je ne m'en occupais pas.

Je laisse maintenant à ceux qui réfléchissent à l'immense bienfait du Créateur qui les a dotés d'une parfaite organisation, et qui leur a départi les dons de

Poëtie et de la parole, à juger dans quel triste degré d'infériorité se trouvent les sourds-muets; et combien il est de leur humanité de s'efforcer d'améliorer leur sort.

12 février. PHILANTROPE.

FAITS DIVERS.

DÉBENTURES.—Au 9 courant, il a été émis pour \$230627 de débetures, il en est resté pour \$136977; il y en a encore en circulation pour \$93650.

AVOCAT.—La *Gazette Officielle* de samedi contient la nomination de Louis Bétournay, écrivain, comme avocat pour le Bas-Canada.

INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC.—L'hon. R. E. Caron vient d'être élu président honoraire de l'Institut Canadien de Québec, M. J. B. A. Charrier est élu président actif, et M. J. B. Fréchette et J. Langevin [prêtre] vice-présidents.

UN MEMBRE.—M. Chauveau a fait nommer un comité dont le travail sera de trouver les moyens de détourner le flot de l'émigration qui se précipite vers les États-Unis. Parmi les moyens suggérés, les uns sont réalisables, les autres ne le sont pas; et le résultat sera un rapport débattant naturellement des prémisses. M. Chauveau a évidemment dessein d'embarrasser l'administration et de lui susciter des difficultés pour avoir droit de l'accuser devant le pays. Mais il s'apercevra probablement trop tard que le mal qu'il veut faire, il se le fait à lui-même. Pour ma part, j'aimerais mieux une opposition franche et ouverte.

J. de Québec.

CAP-BRETON.—Il paraît qu'actuellement la population du Cap-Breton est de 50000 âmes.

NASHVILLE.—Le jour de la Toussaint, dit le *Fretman's Journal* de New-York, 124 personnes à Nashville ont reçu l'Eucharistie, et 17 ont été confirmées, dont 14 convertis. Le jour des Rois, 200 personnes (sur 400 communicants) ont reçu la sainte communion.

WISCONSIN.—Il paraît que dans le Wisconsin une grande partie des terres est en la possession des étrangers. Il en est un qui y possède 20000 acres de terre.

DES PÉDITIONS.—Une lettre de Rome dit ce qui suit: "L'homme, qui a tué Mgr. Palma, est mort, les uns disent en pénitence, les autres disent que non. Il est mort subitement d'un grand tremblement qui a causé une paralysie générale. L'assassin de Rossi vient d'être assassiné. Il voulait trop d'argent; ses amis l'ont enlevé, et l'ont envoyé en cet état paraître devant son Créateur. Maintenant il est en état d'agonie, et est dangereusement malade. Il est attaqué de l'épine dorsale. Il avait hier 120 saignées sur le corps; si ça continue, l'intervention sera inutile; Dieu aura fait son œuvre directement lui-même."

COLLÈGES D'IRLANDE.—Le *Vindicator* de Galway dit que l'archevêque de Tuam a fait sortir une lettre de convocation d'un synode provincial pour le 20 ou 22 janvier, dans le but d'éloigner, sous les peines les plus sévères, les enfants catholiques des nouveaux collèges.

MORT D'UN CHEF INDIEN.—Il vient de mourir, au fort Gibson, un des chefs séminoles qui, dans la guerre de la Floride, déployèrent le plus d'acharnement et de persévérance contre les troupes des États-Unis. Miccojoqui [qui dit marai] tel était son nom, fut un de ceux qui résistèrent jusqu'au bout, et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité. Par un hasard assez étrange, c'est au général—alors colonel—Taylor qu'il fit sa soumission, lorsque le destin de sa tribu lui parut désespéré.

—On ne sait pas communément l'origine du mot *patagés* ou *pat-tu-qu'est-ce*. La voici:

Au temps du Directoire, un jeune homme était occupé dans une loge à côté de deux dames richement parées, et dont la conversation annonçait bien le peu d'éducation qu'elles avaient eue. Le jeune homme trouve sous sa main un éventail, "Madame, dit-il à la première, cet éventail est-il à vous?—Il n'est point à moi.—Est-il à vous?—En le présentant à l'autre.—Il n'est point à moi.—Le jeune homme dit alors en riant:—Il n'est point à vous, il n'est point à vous; je ne sais point à qu'est-ce. Cette plaisanterie courut dans les cercles, et le mot est resté."

NAISSANCES.

En cette ville, hier matin, la Dame de Louis Boyer, Ecr., a mis au monde un fils.

En cette ville, le S. la Dame de F. X. Desève, Ecr., a mis au monde un fils.

MARIAGE.

Mardi dernier, M. Narcisse Chartrand, de la paroisse de St. Vincent de Paul, à Delle, Céline Vallière, fille de M. Frs. Vallière, commerçant de Montréal.

DECEDES.

A l'Original, H. C., le 7. M. J. F. Scybold, oncle de J. P. Scybold de Montréal, à 574 ans.

En cette ville, le 11. M. Stephen Scanlan, depuis un grand nombre d'années instituteur de cette ville, âgé d'environ 50 ans.

A la Pointe-aux-Trembles, le S. M. Ambroise Morand, âgé de 64 ans.

A Québec, le 9 courant, à l'âge de 68 et 5 mois, monsieur Isaac Gagnon, ancien marchand du Palais.

A Saint Roch, le 9 du présent, Demoiselle Marie-Deanna, fille de Sieur Et. Allard, inspecteur de bois, à l'âge de 142 ans.

A l'Académie-Lorette, le 3 courant, Dame veuve Marie-Magdalaine Piquet, épouse de feu Etienne De-Varennes, capitaine de Milice de la dite paroisse, à l'âge de 82 ans.

AUX MUNICIPALITES.

ou

BAS CANADA.

SOUS PRESSE A L'IMPRIMERIE DE LA MINERVE.

Extrait des parties les plus essentielles de l'ancien Acte des Chemins, intitulé:

Acte pour faire, réparer et changer les grands chemins et ponts dans cette province, etc."

QUOIQUE ces lois aient été rappelées, elles sont encore utiles et même nécessaires aux conseillers municipaux, qui doivent connaître les dispositions de l'acte qui régit autrefois notre système de voirie.

Cet ouvrage s'imprime actuellement pour une municipalité de ce district qui en a demandé 300 copies. Si d'autres municipalités désirent s'en procurer, il est nécessaire d'écrire immédiatement, et de spécifier la quantité requise. Les prix sont de \$2 10s. le cent. S'adresser, sous le plus court délai possible, au bureau de la Minerve.—9 fév.